

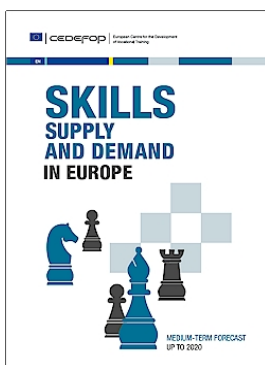
**NOTE D'INFORMATION**

# Compétences sur le marché du travail européen: de quoi demain sera-t-il fait?

La récession, les migrations et différents scénarios politiques pourraient influencer sur l'offre et la demande de compétences en Europe, mais à divers degrés.

La crise économique de 2008 et la récession qui a suivi ont considérablement accru l'incertitude entourant les perspectives d'emploi. Elles ont également accru le besoin des citoyens d'être mieux informés sur le futur marché du travail.

Les prévisions du Cedefop de 2010 <sup>(1)</sup> fournissent les données les plus récentes sur l'évolution du marché du travail européen <sup>(2)</sup>, à l'heure où l'économie mondiale se relève de la crise financière de 2008 et de la récession qui a suivi. Le Cedefop publiera en 2012 de nouvelles prévisions concernant l'offre et la demande de compétences, mais, dans l'intervalle, le Centre a mis à jour ses prévisions de 2010 afin d'examiner de plus près les effets les plus récents de la récession sur l'offre et la demande futures de compétences.



Rapport *Skills supply and demand in Europe: medium-term forecast up to 2020*.

Disponible sur Internet:  
<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/15540.aspx>

Outre la mise à jour proprement dite, il s'agissait dans le cadre de cet exercice de prévision 2011 d'analyser certains aspects des migrations et d'élaborer plusieurs scénarios, afin d'explorer les effets potentiels de facteurs tels que l'austérité fiscale ou l'incertitude économique sur l'emploi et sur l'offre et la demande de compétences.

<sup>(1)</sup> Ce projet bénéficie d'un soutien financier au titre du programme Progress – programme communautaire pour l'emploi et la solidarité sociale (2007-2013) –, géré par la Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances de la Commission européenne.

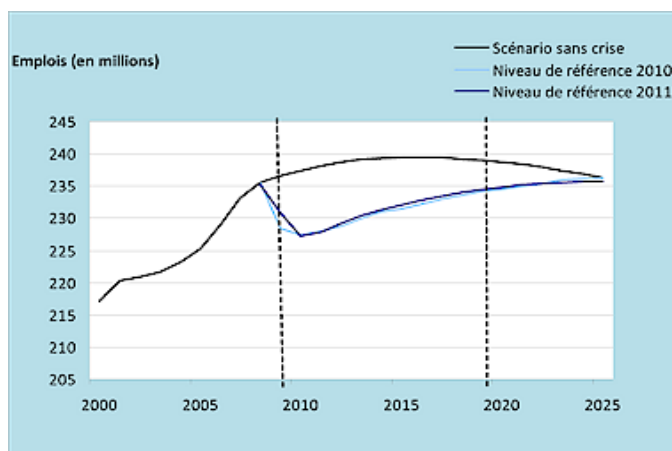
<sup>(2)</sup> Ces prévisions portent sur 29 pays européens (EU-27, plus Norvège et Suisse; ci-après «EU-27+»).

## Effets de la récession sur l'emploi et sur la demande de compétences

Alors que la croissance économique mondiale, tirée par les économies en développement, est relativement robuste, on s'accorde à penser que l'Europe est durablement engagée dans une croissance modeste.

Suivant les prévisions du Cedefop de 2010, par rapport à un scénario sans crise, l'Europe devait perdre environ un million d'emplois en 2010 en raison de la récession. Ces prévisions se sont vérifiées dans une large mesure (Fig. 1).

Figure 1. Impact de la récession sur l'emploi, EU-27+

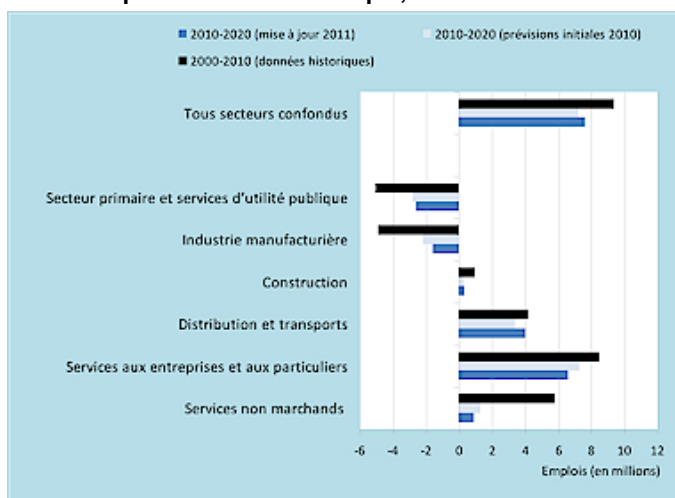


Au niveau sectoriel, la récession semble avoir accéléré la tendance actuelle à la tertiarisation de l'emploi, au détriment du primaire et des industries manufacturières de base. Dans les secteurs primaire et manufacturier, les pertes d'emploi dues à la récession ont été plus nombreuses que prévu et le déclin de l'emploi se poursuit malgré la reprise de la demande de produits de ces secteurs. Les gains de productivité ont pour effet de réduire les coûts et d'améliorer la compétitivité, mais ils peuvent aussi se traduire par une diminution du nombre de travailleurs requis pour atteindre des niveaux de production similaires, voire plus élevés.

Suivant les projections mises à jour, les industries primaires perdront quelque 2,5 millions d'emplois d'ici à 2020, ce qui est légèrement en deçà des projections de 2010. Nombre de ces pertes concernent l'agriculture, qui constitue

encore un bassin d'emploi significatif dans certains pays et régions. Le secteur manufacturier a été moins affecté que prévu par la récession. La perte de 1,5 million d'emplois dans ce secteur d'ici à 2020 projetée dans la mise à jour 2011 est inférieure au chiffre initialement prévu en 2010, qui était de plus de 2 millions. Cette révision à la baisse souligne le poids persistant du secteur manufacturier dans l'économie européenne et indique que certains emplois sont sauvegardés, ou délocalisés dans d'autres États membres plutôt que hors de l'UE (Fig. 2).

Figure 2. **Évolution effective et projetée de l'emploi, par secteur économique, EU-27+**



Toutefois, les prévisions mises à jour de 2011 sont moins optimistes pour ce qui est de la création d'emplois dans le secteur des services d'ici à 2020. Cela est partiellement dû aux mesures d'austérité et à la diminution des dépenses et des investissements, tant publics que privés.

Les services devraient encore assurer la plus grande part de la croissance de l'emploi au cours de la période 2010-2020. C'est le segment des services marchands (essentiellement fournis par le secteur privé) qui devrait connaître le rythme de croissance le plus rapide. Les services aux entreprises et aux particuliers, y compris bancaires et financiers, connaîtront vraisemblablement une croissance de l'emploi légèrement inférieure aux prévisions initiales, mais devraient malgré tout générer la plupart des nouveaux emplois, estimés à environ 6 millions pour la période 2010-2020.

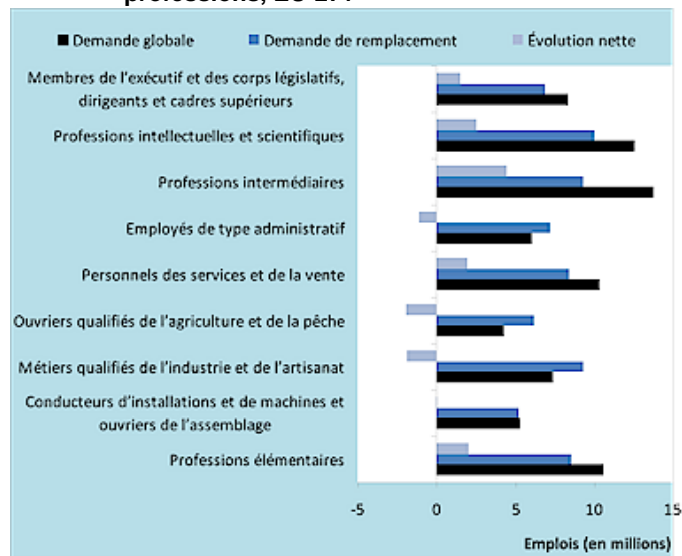
On peut également s'attendre à une croissance significative de l'emploi dans le secteur de la distribution et des transports (y compris l'hôtellerie et la restauration). S'agissant des services non marchands (souvent fournis à des coûts subventionnés et essentiellement par le secteur public ou des organisations privées à but non lucratif), qui subiront le contrecoup de la réduction des dépenses publiques, les projections font désormais état d'une croissance beaucoup plus modeste.

L'évolution de la structure sectorielle des emplois se répercute naturellement sur la structure des emplois en termes de catégories de professions et de niveaux de qualification requis. Ce sont les postes de direction, les professions

intellectuelles et scientifiques et les professions intermédiaires qui bénéficieront de la plus grande part de la croissance prévue. Quelque 8 millions de nouveaux emplois sont prévus dans ces professions d'ici à 2020. Cependant, une hausse significative, de l'ordre de 2 millions d'emplois, est également projetée dans d'autres segments des services, tels que la vente, la sécurité, le nettoyage, la restauration et les soins. Certaines professions manuelles qualifiées et professions de type administratif devraient enregistrer des pertes totales d'environ 5 millions d'emplois.

Bien que des gains soient prévus dans certaines professions et des pertes dans d'autres, toutes les catégories de professions offriront des perspectives d'emploi au cours de la période 2010-2020. Ces perspectives s'expliquent à la fois par la demande d'expansion (augmentation ou diminution nette de l'emploi par profession) et par la demande de remplacement (postes laissés vacants pour cause de mobilité professionnelle ou de sortie du marché du travail). Le nombre d'emplois vacants dus à la demande de remplacement sera beaucoup plus important que celui des créations dues à la demande d'expansion (Fig. 3).

Figure 3. **Perspectives de l'emploi, par groupe de professions, EU-27+**



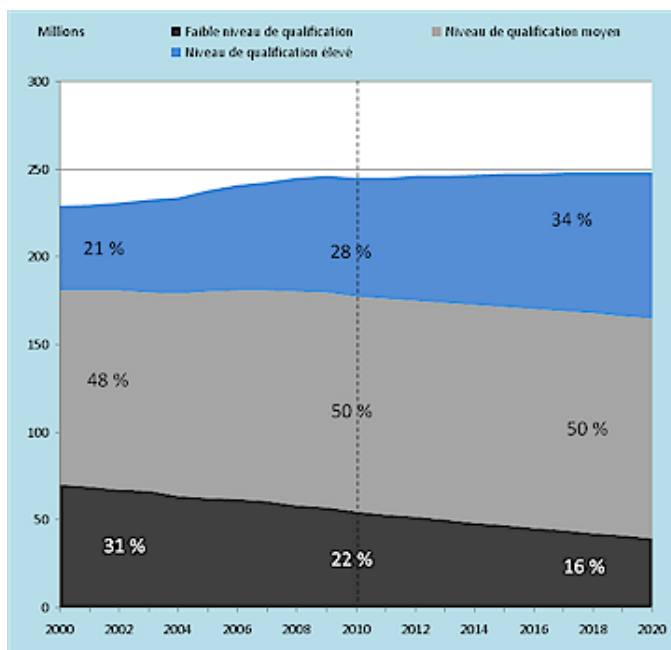
Les prévisions mises à jour de 2011 par secteur et par groupe de professions indiquent une hausse de la demande de compétences, en termes de qualifications formelles. La structure industrielle, ainsi que les changements technologiques privilégiant les qualifications, accroissent la demande de travailleurs possédant des qualifications de niveau élevé et moyen.

### Effets de la récession sur l'offre de compétences

La structure des emplois reflétera non seulement la demande, mais aussi l'offre. Les prévisions mises à jour de 2011 concernant l'offre de compétences ne s'écartent pas

radicalement de celles de 2010. Elles confirment la tendance à une nette augmentation de la proportion des actifs possédant un niveau de qualification formelle moyen ou élevé (Fig. 4). C'est la proportion des actifs possédant les niveaux de qualification les plus élevés qui connaîtra la plus forte hausse et la proportion des actifs possédant peu ou pas de qualifications formelles qui connaîtra la diminution la plus marquée.

Figure 4. Tendances de l'offre, par niveau de qualification (population active de 15 à 64 ans), EU-27+



Toutefois, la récession a eu certaines répercussions sur l'offre de main-d'œuvre. De nombreux jeunes ont fait le choix de poursuivre des études ou une formation, tandis que l'effritement des perspectives d'emploi a poussé nombre de seniors hors du marché du travail. Néanmoins, contrairement aux prévisions à la baisse du début de l'année 2010, on observe une légère augmentation du nombre des actifs.

Les projections concernant l'offre future de main-d'œuvre sont susceptibles de varier en fonction des changements démographiques, du taux d'activité et des modes d'acquisition des qualifications. Pour l'heure, on ne peut pas prévoir les répercussions de la récession en la matière. La persistance à long terme de la tendance des jeunes à prolonger leurs études ou leur formation, y compris dans l'enseignement supérieur, dépendra de divers facteurs, tels que la situation des finances publiques et la perception que chacun a de l'utilité, sous l'angle de l'amélioration des perspectives d'emploi, de cette prolongation. À l'heure actuelle, la plupart des pays semblent en bonne voie de réaliser les objectifs convenus au niveau européen pour améliorer les niveaux de qualification de leurs forces de travail.

## Impact des flux migratoires sur l'offre et la demande de compétences

Les flux migratoires dans l'UE, qu'il s'agisse d'immigration ou d'émigration, auront un impact de plus en plus marqué sur la taille et la composition futures de la population active dans les États membres et ont des implications importantes en termes d'offre et de demande de compétences.

L'influence des flux migratoires sur les réserves de compétences d'un pays peut prendre diverses formes, notamment:

- les qualifications acquises par les immigrés dans leur pays d'origine peuvent être dévalorisées dans leur nouveau pays d'accueil;
- les problèmes liés à la reconnaissance formelle et à la comparabilité des qualifications peuvent entraver la mobilité transnationale;
- l'émigration peut entraîner des pénuries de main-d'œuvre hautement qualifiée dans les pays d'origine;
- l'immigration peut poser des problèmes d'inadéquation des compétences dans les pays d'accueil.

Bien qu'une analyse plus approfondie puisse déboucher sur d'autres conclusions, les éléments dont nous disposons actuellement indiquent qu'aucune de ces quatre problématiques n'a d'impact significatif sur la composition des compétences de tel ou tel pays<sup>(3)</sup>. À terme, les immigrés hautement qualifiés parviennent à faire reconnaître pleinement leurs qualifications dans leur pays d'accueil, mais ce processus peut prendre du temps. Les obstacles à la reconnaissance formelle et à la comparabilité des qualifications ne semblent pas entraver réellement la mobilité transnationale. L'UE s'emploie à réduire ces obstacles à la mobilité des apprenants et des travailleurs. Pour autant, les migrants peuvent rencontrer des difficultés d'ordre pratique, en particulier s'ils sont originaires de pays non membres de l'UE. Il ne semble pas que l'émigration ait des effets négatifs significatifs sur l'offre de main-d'œuvre hautement qualifiée dans les pays d'origine, ni que l'immigration entraîne des inadéquations de compétences dans les pays d'accueil<sup>(4)</sup>.

Les résultats portant sur une sélection de pays font apparaître que l'immigration contribue généralement à élever le niveau de qualification de la population active, mais seulement dans une faible mesure.

## Scénarios politiques

Hormis les prévisions de base 2011, le Cedefop a élaboré quatre scénarios visant à déterminer l'impact probable de certains facteurs sur l'économie et sur l'emploi:

- **austérité fiscale:** politiques fiscales déjà annoncées par les pouvoirs publics;

<sup>(3)</sup> Ces données portent sur toutes les formes de migrations dans l'UE, sans distinction: légales ou illégales, de courte ou longue durée, immigration ou émigration.

<sup>(4)</sup> Le Cedefop publiera en été 2011 une étude plus détaillée sur l'inadéquation des compétences, les immigrés et les minorités ethniques.

- **incertitude économique:** diminution des investissements due à l'incertitude de grande ampleur entourant leur rentabilité dans l'ensemble de l'UE; baisse de la valeur de l'euro;
- **âge de départ à la retraite:** hausse du taux d'activité des seniors en raison du vieillissement démographique et des politiques nationales concernant l'âge légal de départ à la retraite;
- **vieillesse, santé et retraites:** augmentation des dépenses publiques liées aux soins de santé et aux retraites, en raison du vieillissement démographique.

Les principaux effets en termes d'emploi de ces différents scénarios sont récapitulés dans le tableau 1. Ces effets peuvent être extrêmement complexes. Par exemple, l'austérité fiscale se traduit par une augmentation de l'emploi dans le secteur privé dès lors qu'elle entraîne une baisse des salaires dans l'ensemble de l'économie. À court terme, les résultats de ces scénarios font apparaître des différences dans les taux d'emploi globaux d'autant plus marquées que la confiance diminue, par exemple en raison des mesures d'austérité ou de l'incertitude économique.

Tableau 1. Effets de quatre scénarios sur l'emploi

Scénario	Court terme	Long terme	
		Hausse	Baisse
<b>Austérité fiscale</b>	Baisse globale	Secteur privé	Secteur public
<b>Incertaineté économique</b>	Baisse globale	La plupart des secteurs, sauf biens d'équipement	Secteurs des biens d'équipement
<b>Âge de départ à la retraite</b>	Aucun effet	La plupart des secteurs	Aucun effet
<b>Vieillesse, santé et retraites</b>	Hausse dans les secteurs de la santé	Secteurs de la santé	La plupart des autres secteurs

L'emploi dans les secteurs produisant des biens d'équipement est le plus vulnérable aux secousses économiques générales, notamment du fait que l'investissement est la composante la plus volatile du PIB. Cela a des implications particulières en termes de compétences, dès lors que ces secteurs mobilisent souvent des compétences spécifiques dans des domaines tels que l'industrie mécanique, l'industrie automobile et la construction.

Tout au long de la période de récession, l'emploi dans le secteur public a été fortement protégé dans la plupart des pays d'Europe, mais pas dans tous. Du fait de la réduction des dépenses publiques, cet emploi semble aujourd'hui beaucoup plus vulnérable. La seule exception est celle des soins de santé, où la hausse continue de la demande de services dans ce secteur devrait entraîner une croissance de l'emploi supérieure à la moyenne, en particulier à long terme.

La plupart des scénarios prévoient des pertes d'emplois dans certains secteurs. Les travailleurs devront soit migrer vers d'autres secteurs, soit sortir du marché du travail. Dans le scénario «vieillesse, santé et retraites», la hausse de l'emploi sera due dans une large mesure à l'arrivée de travailleurs d'autres secteurs.

Ces scénarios n'ont guère d'impact sur la taille de la population active, exception faite du scénario «âge de départ à la retraite». À court terme, une population active plus nombreuse et vieillissante pourrait entraîner une hausse du chômage, mais si les marchés du travail réussissent leur ajustement, les effets économiques à long terme seront plus positifs.

Le principal message qui ressort de ces scénarios est que l'Europe doit s'attendre, à court terme, à une baisse importante de l'emploi. Il est trop tôt pour déterminer si l'impact de la

récession sur les marchés du travail est enfin terminé ou pour établir quels seront les effets des mesures d'austérité que les pouvoirs publics commencent à mettre en œuvre.

Les perspectives à long terme sont plus encourageantes, sous réserve que les stratégies nécessaires pour faciliter la mobilité transsectorielle des travailleurs soient mises en place, que les niveaux de salaires soient ajustés en souplesse et que des actions de reconversion appropriées permettent de doter les travailleurs des compétences indispensables à la mobilité. Nos prévisions se fondent sur cette hypothèse. Si celle-ci était erronée, les perspectives de l'emploi et des compétences pourraient s'avérer beaucoup plus sombres que celles qui sont exposées dans la présente note d'information.



**Note d'information** – 9059 FR

Cat. No: TI-BB-11-001-FR-N

Copyright © Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, 2011

Tous droits réservés

Les notes d'information sont publiées en allemand, grec, anglais, espagnol, français et italien. Pour les recevoir régulièrement, envoyez-nous un courriel à l'adresse suivante: [briefingnotes@cedefop.europa.eu](mailto:briefingnotes@cedefop.europa.eu)

D'autres notes d'information et publications du Cedefop sont disponibles à l'adresse suivante:

<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications.aspx>

PO Box 22427, 551 02 Thessalonique, GRÈCE

Europe 123, Thessalonique, GRÈCE

Tél. +30 2310490111, Fax +30 2310490020

Courriel: [info@cedefop.europa.eu](mailto:info@cedefop.europa.eu)

visitez notre portail [www.cedefop.europa.eu](http://www.cedefop.europa.eu)